

LE SAKER FRANCOPHONE

Le chaos du monde ne naît pas de l'âme des peuples, des races ou des religions, mais de l'insatiable appétit des puissants. Les humbles veillent.

Un dernier regard sur l'économie réelle avant qu'elle n'implose – Partie 3

Par Brandon Smith – Le 18 mars 2015 – Source www.altmarket.com



Partie 1.

Partie 2.

Dans les épisodes précédents de cette série, nous avons discuté des impacts cachés et souvent inexprimés de la crise au sein du marché de l'emploi, ainsi qu'au niveau des dettes personnelles. La première conséquence est un effondrement de la demande des consommateurs en général, quelque chose

dont nous sommes en ce moment même témoins dans l'image globale de la situation financière dans le monde entier. Le manque de production réelle et le manque de possibilités d'emplois durables entraîne un manque d'épargne, une sur-dépendance par rapport à la dette et au système de santé, la destruction de la base entrepreneuriale, une représentation mal-honnête du produit intérieur brut, et, finalement, un système économique dépourvu d'intégrité structurelle – une coquille vide pour un système vulnérable au moindre choc.

Ce manque d'intégrité et de stabilité structurelle est caché au grand public tout à fait délibérément par voie de création monétaire de la banque centrale, qui autorise les dépenses du gouvernement sous forme d'une dette publique. En plus, celle-ci est de plus comptée dans le PIB, malgré le fait que ce n'est PAS de la vraie production (la création de la dette est une négation de la vraie production et historiquement, cela se traduit par une dégradation de l'économie globale ainsi que du pouvoir d'achat monétaire, plutôt que par des progrès). Les dépenses du gouvernement sous forme de dette déguisent également l'état réel de la pauvreté dans un système par l'aide sociale et des aides financières diverses. La pauvreté des États-Unis atteint des niveaux records, dépassant les records précédents établis il y a 50 ans sous l'administration de Lyndon Johnson. La hausse record de la pauvreté a également eu lieu, malgré 50 années de la prétendue guerre contre la pauvreté, un changement vers le socialisme à l'américaine qui est une continuation des politiques lancées par Franklin D. Roosevelt, le New Deal.

Le passage à un état construit autour de l'aide-sociale est la raison exacte pour laquelle, malgré la pauvreté record et un véritable taux de chômage à 23%, nous ne voyons pas encore aux États-Unis de queues pour la soupe populaire et une indigence généralisée, visible pendant la Grande Dépression. Aujourd'hui, les cartes EBT [carte de crédit pour acheter de la nourriture ou tirer de l'argent au distributeur, NdT] et autres programmes d'aide sociale cachent ces soupes populaires modernes hors de notre vue. Il convient de noter que ces 20% des ménages américains désormais aux bons alimentaires contribuent techniquement au PIB. Cela parce que les statistiques gouvernementales ne font aucune distinction entre une consommation d'épicerie normale et celle créée artificiellement par l'aide sociale basée sur la dette publique.

Ce troisième volet de notre série économique sera le plus difficile. Nous allons examiner la question de la dette publique, y compris la façon dont elle est camouflée au public et comment cette dette est le signal d'une implo-

sion à venir dans notre structure globale. La dette nationale est peut-être l'un des domaines les plus manipulés de l'économie, et les mécanismes cachant ce que notre pays doit vraiment aux créanciers étrangers et aux banques centrales sont nombreux. Je crois que ce tableau confus de désinformation vise à décourager les Américains moyens de rechercher les faits. Voici les faits tout de même, pour ceux qui ont la patience ...

Tout d'abord, il est important de démystifier les mensonges ordinaires entourant ce qui constitue la dette nationale.

La dette nationale officielle à ce jour, en 2015, est de plus de 18 000 milliards de dollars. Cela signifie que, sous Barack Obama et avec l'aide de la Réserve fédérale privée, la dette américaine a presque doublé depuis 2008 – quel exploit, dans un délai de sept ans seulement. Mais cela ne donne pas la vision d'ensemble.

Les chiffres officiels du PIB publiés pour la consommation grand public ne comprennent PAS les passifs annuels générés par des programmes tels que la Sécurité sociale et Medicare. Ces passifs sont voilés par les efforts du Congressional Budget Office (CBO), qui rend compte de ce qu'il appelle de la dette plutôt qu'un vrai déficit budgétaire. Grâce aux efforts des économistes comme Laurence Kotlikoff de l'Université de Boston, Alan J. Auerbach et Jagadeesh Gokhale, la compréhension de l'écart fiscal (la différence entre les obligations financières [les dépenses] prévues de notre gouvernement et la valeur actuelle de tous les impôts futurs prévus et d'autres recettes) s'accroît lentement mais sûrement dans les cercles d'informations grand public.

La dette créée par le déficit budgétaire augmente, par exemple, en raison du programme de sécurité sociale – puisque le gouvernement impose la population pour la sécurité sociale, mais utilise cet argent fiscal pour financer d'autres programmes ou pour rembourser d'autres dettes. En d'autres termes, le gouvernement recueille des taxes avec la promesse de les rembourser à l'avenir par le biais de la sécurité sociale, mais il dépense cet argent au lieu de le garder pour son utilisation prévue.

Les coûts de ces engagements non capitalisés au sein des programmes comme la sécurité sociale et Medicare s'accumulent, alors que le gouvernement se contente d'adopter un comportement attentiste au lieu de changer de politique pour couvrir les coûts. Cette accumulation se reflète dans les analyses des scénarii financiers alternatifs, que le COB publiait chaque année et qu'il a cessé de faire en 2013. Voici une présentation de ces AFS par

la branche de Saint-Louis de la Réserve fédérale. Prenez note que la foule rit à l'idée que le gouvernement continue des politiques économiques volontaristes afin d'éviter de gérer les obligations sur la dette actuelle, mais c'est exactement ce qui s'est passé au cours des dernières années.

Utilisant le rapport AFS, Kotlikoff et d'autres économistes plus honnêtes estiment que la dette nationale américaine réelle est d'environ 205 000 millions de dollars.

Lorsque l'exposition de ces chiffres a commencé à prendre racine dans les médias dominants, les experts de ces médias et les propagandistes officiels ont mis en branle une campagne pour détourner la perception du public, affirmant que la grande majorité de cette dette était en fait une dette à venir, à payer au cours des 70 prochaines années ou plus et que, par conséquent, elle n'était pas une préoccupation importante concernant la dette actuelle. Alors que certaines estimations de la dette nationale comprennent des projections futures de passif non capitalisé dans certains secteurs, à long terme, l'argument fondamental des maîtres de la propagande est en fait un travestissement malhonnête des faits.

Selon les calculs d'économistes comme Chris Cox et Bill Archer, le passif non capitalisé ajoute environ 8 000 milliards de dollars à la dette totale par an. Ce sont 8 000 milliards de dollars par an non comptabilisés dans les statistiques officielles de la dette nationale. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011, la charge annuelle cumulée de Medicare et de la sécurité sociale était de 7 000 milliards de dollars.

L'analyse de Kotlikoff montre que cette accumulation annuelle de dette cachée aboutit à un total actuel de 205 000 milliards de dollars. Ce montant n'est pas le passif accumulé à venir pour toutes les années futures non capitalisées. C'est la valeur actuelle des engagements non provisionnés, comptabilisés à ce jour.

Comment les États-Unis couvrent-ils actuellement ces obligations massives en plus des coûts budgétaires existants déjà comptabilisés? Ils ne le font pas.

Les taxes collectées chaque année, de l'ordre de 3 700 milliards de dollars, sont loin d'être suffisantes pour couvrir le montant, et aucun montant d'impôts futurs ne colmatara la brèche. C'est pourquoi la Commission Grace, mise en place lors de la présidence de Ronald Reagan, a constaté que pas un seul centime de vos impôts perçus par l'Internal Revenue Ser-

vice [Service des impôts aux USA, NdT] ne va vers le financement des programmes gouvernementaux actuels. En fait, tous les nouveaux impôts sont utilisés pour payer les intérêts toujours plus élevés sur les dettes actuelles.

Pour ceux qui soutiennent que l'augmentation de la fiscalité est le remède, plus de 102 millions de personnes sont au chômage aux États-Unis aujourd'hui. Selon le Bureau of Labor Statistics et la Current Population Survey (CPS), 148 millions sont employés; environ 20% d'entre eux sont considérés comme des travailleurs à temps partiel (environ 30 millions de personnes). Environ 16 millions de travailleurs à temps plein sont employés par l'État et les collectivités locales (ce qui signifie qu'ils sont un drain qui vidange le système, qu'ils le sachent ou non). Seulement 43% de tous les ménages américains sont considérés comme classe moyenne, la partie du public d'où la plupart des impôts sont tirées. Dans le meilleur des cas, nous avons environ 120 millions de personnes qui paient la majorité des taxes pour rembourser les dettes américaines, tandis que presque autant viennent peser sur cette dette au travers des programmes de sécurité sociale ou sont susceptibles de s'y ajouter dans un proche avenir, s'ils ne trouvent pas de travail en raison du taux de chômage élevé que personne à la BLS ne veut reconnaître.

En regardant la réalité, on trouve une classe moyenne qui diminue rapidement et qui paie pour une classe à protéger toujours plus grande. Faites le calcul, et une personne honnête admettra que peu importe de combien les impôts augmentent, ils ne pourront jamais compenser le manque de contribuables solvables.

Un autre argument malhonnête donné pour cacher les préoccupations sur la dette nationale est le mensonge que la valeur nette domestique (richesse privée) aux États-Unis dépasse de loin nos dettes, ce qui annule en quelque sorte la question. Celle-ci est calculée en utilisant les actifs intérieurs bruts, public et privé. Il est intéressant, cependant, de constater que cette valeur nette considère le capital dette comme un actif, tout comme le PIB compte la création de dette comme de la production. Le capital dette est du capital que les entreprises et les gouvernements se constituent en empruntant. Ce capital (la dette) est alors considéré comme un actif dans la valeur nette domestique.

Oui, c'est vrai, les dettes privées et nationales sont des actifs. Et la majorité des économistes estiment que ces dettes (euh... ces actifs) compensent nos dettes existantes. C'est la licorne, le pays imaginaire, ou les bisounours des économistes. C'est vraiment une chose magnifique à contempler.

Ironiquement, le capital dette, comme la dette nationale officielle, ne comprend pas le passif non capitalisé. Si elle le faisait, les têtes pensantes traditionnelles pourraient bénéficier d'une offre encore plus vaste d'actifs (dettes) qui compensent nos passifs.

Cette situation est clairement insoutenable. Les seules personnes qui semblent faire valoir que c'est durable sont des agents de désinformation qui ont quelque chose à y gagner (faveurs du gouvernement et rémunérations) et des copains du gouvernement avec quelque chose à perdre (la confiance du public et leurs positions de petits chefs).

Avec des investissements globaux constants en bons du Trésor dans certaines banques centrales étrangères, et en diminution dans d'autres, les seules autres options sont de faire tourner la planche à billet indéfiniment et monter à des niveaux toujours plus élevés, ou faire défaut. Pendant des décennies, la Réserve fédérale a imprimé afin de garder le jeu à flot, et le public américain n'a pu avoir aucune idée de la quantité de monnaie fiduciaire et de dettes que cette institution privée a escamotées dans le processus. Certainement, le montant de la dette que nous voyons juste au passif annuel non capitalisé, contribue à expliquer pourquoi le dollar a perdu 97% de son pouvoir d'achat depuis que la Fed a été créé. La couverture d'autant de dette à court terme nécessite un flux constant de monnaie fiduciaire, numérique et papier. Non seulement la dette RÉELLE menace notre cote de crédit en tant que nation, elle menace également la valeur et une foi totale dans le dollar.

Le petit aperçu des opérations de la Fed que nous avons eu lors de l'audit limité du TARP était suffisant pour justifier nos graves préoccupations, comme une vérification complète aboutirait probablement à l'exposition de la fraude totale sur la dette, l'abandon immédiat de l'investissement en bons du Trésor américain, et la destruction du dollar. Bien sûr, tout cela finira par arriver de toute façon...

Je vais expliquer pourquoi cela aura lieu plus tôt plus vite que prévu à travers la question des émissions d'obligations du Trésor et du dollar dans le quatrième épisode de cette série. Dans le cinquième épisode, je vais examiner les nombreuses raisons pour lesquelles un programme délibéré et destructif de bulles de dettes et de dévaluation monétaire bénéficie effectivement à certains financiers et élites internationales, qui aspirent à une mondialisation complète. Et dans la sixième et dernière tranche, je vais plonger dans des solutions pratiques – et les solutions pratiques seulement. En attendant, je voudrais que chacun considère ceci :

Aucune société ou culture n'a jamais réussi à se dégager de ses propres responsabilités financières pour les déverser sur les générations futures sans tomber en disgrâce historique. Pas une seule. Est-ce que quelqu'un de sensé peut sérieusement croire que les États-Unis peuvent échapper à cette réalité ?

Traduit par Hervé, relu par Diane et jj pour le Saker Francophone.

👁 1 949



📅 mars 24, 2015 👤 hervek 📁 Economie, Finance

2 réflexions au sujet de « Un dernier regard sur l'économie réelle avant qu'elle n'implose – Partie 3 »

Ping : [Coupures d'eau obligatoires en Californie | Le Blog de la Résistance](#)

Ping : [Coupures d'eau obligatoires en Californie – Reveille toi](#)

Les commentaires sont fermés.

Fièremment propulsé par WordPress